

Collectif Eau Secours 34
190, rue de la Combe Caude
34090 Montpellier

Lundi 16 Mars 2009

Madame le Maire,

Nous avons appris avec satisfaction la création d'une mission d'évaluation de la gestion de l'alimentation en eau potable de la Ville de Montpellier. Cette démarche de contrôle de la gestion de l'eau doit être saluée par les Montpelliérains et les acteurs de l'eau.

Soucieux de l'efficacité d'une telle mission, nous vous adressons une liste de points juridiques, techniques et économiques qui nous semblent indispensables à traiter lors de l'audit qui suivra la mission (voir pièce jointe). Il nous paraît notamment important d'y inscrire les critères économiques du contrat avec le délégataire et les marges bénéficiaires de celui-ci. Nous serons également très attentifs aux moyens accordés à cet audit et aux conditions dans lesquelles sera défini son cahier des charges, afin que soit assurée sa totale indépendance vis à vis de toutes les parties concernées, élus, agents municipaux, et délégataire évidemment.

Nous avons regroupé une série de propositions dont certaines proviennent d'associations partenaires au niveau national, comme par exemple l'Association pour le Contrat Mondial de l'eau (ACME). Nous demandons à ce que ces différents points soient intégrés dans le cahier des charges de l'étude avant consultation des bureaux d'étude compétents.

Nous vous remercions de l'attention que vous apporterez à nos propositions et vous prions d'accepter nos sincères salutations.

Pour le Collectif Eau Secours 34

DESHOULIERES Thomas, DUMONT Abel, FAVIER Jean-Claude, MAZUREK Chantal, USO Thierry, MAURY MORAGUES Céline, BOISSEAU Eric

P.S. : Nous n'avons toujours pas eu de réponse à notre courrier du 3 janvier 2009 de demande de rendez vous.

P.J: Proposition pour le cahier des charges de l'audit sur la gestion de l'eau

Pistes pour le cahier des charges de la mission Eau Montpellier

Proposition de Eau Secours 34

Analyse juridique des contrats

- Identifier et d'analyser l'ensemble des obligations et dispositions contractuelles liant les parties ;
- Mettre en évidence les dispositions irrégulières ;
- S'assurer de la bonne exécution des contrats ;
- Définir les améliorations à intégrer par avenant,
- Lister les clauses de révision des contrats et apprécier dans quelles conditions ils peuvent être renégociés

Diagnostic technique du service

- Apprécier la qualité de l'exploitation ;
- Analyser les performances des services en les comparant à des services comparables ;
- Mettre à jour l'inventaire des équipements ;
- Etudier l'état des infrastructures, définir, programmer et chiffrer les besoins en renouvellement (électromécanique, réseau, branchements, compteurs) ;
- Préparer des tableaux de bord de suivi des performances ;

Audit économique du service

- Contrôler les assiettes et les produits perçues ;
- Déterminer le coût réel d'exploitation des services par une méthode de reconstitution des charges sur la base d'une visite de installations;
- Apprécier la cohérence des tarifs par rapport aux charges réelles ;
- Analyser la formule de révision des prix et vérifier si elle reflète la structure des coûts ;
- Proposer un calcul contradictoire des charges calculées (reprises d'annuité d'emprunt, charges d'investissement du domaine privé ou lié au versement de droit d'usage ...);
- Evaluer la marge du délégataire;
- Valoriser l'actif des équipements;
- Comparer les dépenses passées et les sommes provisionnées au titre du renouvellement ;
- Proposer une tarification pertinente et une prospective sur la durée résiduelle du contrat : identifier le niveau de tarif qui devrait être pratiqué et définir une formule d'indexation des tarifs.
- Contractualiser un compte d'exploitation prévisionnel ainsi qu'un programme prévisionnel de renouvellement pour la durée résiduelle du contrat